

Fusion Riviera: c'est possible!

Une ville de quelque 80 000 habitants, la troisième de Suisse romande après Genève et Lausanne, pourrait naître de la fusion des dix communes de la Riviera. C'est le souhait de la Conférence des conseillers communaux de la Riviera (CCR).

Ce projet n'a rien de chimérique, comme le démontre le rapport de celle-ci. C'est l'aboutissement logique d'un siècle et demi de collaborations intercommunales dont le système, à bout de souffle, tend à l'asphyxie. Les auteurs de cette étude gardent les pieds sur terre. Rien n'est pour l'instant joué, même si l'essentiel des arguments plaide en faveur de la fusion.

Ainsi ces élus de la base ont-ils répertorié quelques résistances prévisibles. Il y a d'abord les acteurs politiques du système actuel, soit pas moins de 650 conseillers communaux et 54 municipaux. Certains craindront de ne plus être élus dans une commune unique de 100 conseillers et de 7 municipaux. On peut les comprendre. Mais le bien commun ne devrait-il pas l'emporter sur l'intérêt personnel?

D'aucuns seront tentés de prévoir des fusions partielles. Ce serait une grave erreur, car ces fusions morcelées maintiendraient le niveau intermédiaire des collaborations intercommunales tant critiquées au-



L'INVITÉ
JACQUES DÉCOSTERD
PRÉSIDENT
DE LA CCR *

«Les obstacles relevés sont surmontables, d'autant plus que les édiles ont déjà manifesté leur intérêt pour l'étude d'une fusion»

jourd'hui. Le personnel administratif redoutera sans doute une suppression d'effectifs. Mais la garantie des droits acquis et une longue phase de transition devraient atténuer les conséquences d'une restructuration. Et un nombre réduit de centres administratifs n'est pas comparable à celui de bureaux de poste, car ils sont bien moins fréquentés.

Des freins à la fusion proviennent souvent des aspects financiers: taux d'imposition, dettes, biens communaux. Mais les comparaisons montrent que les différences entre les communes se sont bien nivelées ces dernières années. A relever

aussi que le canton envisage de favoriser encore plus les dispositions en faveur des fusions.

Autre réticence souvent évoquée: la perte d'identité communale. Mais, selon un récent sondage, les Suisses sont attachés en priorité à leur pays, à leur canton et à leur région linguistique, l'attachement à la commune arrivant bon dernier. Et sur la Riviera, le cadre de vie réel des gens dépasse depuis longtemps les frontières communales pour s'étendre à l'ensemble des communes.

L'appartenance de proximité se maintiendrait toutefois à travers les sociétés locales, les clubs sportifs et, s'il y a une demande, à travers des comités de village ou de quartier.

Ces obstacles relevés par la CCR apparaissent surmontables, d'autant plus facilement que les édiles ont déjà manifesté leur intérêt pour l'étude d'une fusion. Nous applaudissons en espérant que ces intentions se traduisent bientôt en volonté politique. Les citoyens auront de toute façon le dernier mot. Et la Conférence des conseillers communaux de la Riviera, qui va s'ouvrir au public, s'efforcera de les convaincre de créer une grande ville moderne sur la Riviera.

* Conférence des conseillers communaux de la Riviera
www.conseil-riviera.ch

Derrière le buzz, un v

Le buzz, vous connaissez? Cette technique de marketing consiste, au moins

dire coût, à faire du bruit autour d'un nouveau produit ou d'une personne, en comptant essentiellement sur la rumeur. Loin de vous, le buzz? Pas du tout, car quand vous dites «il paraît que», «on m'a dit que», «tu savais que», vous faites bourdonner une information, qui, à force d'être répétée, prend valeur de vérité. Quelles qu'en soient la source et la crédibilité.

Bien présent en marketing, le buzz prend aussi ses quartiers en politique. Au hasard d'une rencontre, glissez donc une petite phrase sur un adversaire. Vous constaterez, peu après, qu'elle retentira dans tous les groupes politiques, puis naturellement dans la presse... Surtout s'il s'agit d'un radical, puisque c'est là le dernier cri: buzzer sur le grand parti.

Certes, on pourrait continuer de bien faire et laisser braire. Mais à l'épreuve du buzz, la meilleure réponse, c'est le bilan. Concrètement donc, quelles sont les avancées obtenues grâce à l'action des deux représentants radicaux au gouvernement, Jacqueline de Quattro et Pascal Broulis?

Comme ministre de la Sécurité et de l'Environnement, Jacqueline de Quattro réussit là où d'autres ont échoué. En mettant de l'ordre à la tête du Service des automobiles, grâce au licen-



L'INVITÉ
GILLES MEYSTRE
SECRETÉNAIRE
POLITIQUE
DU PARTI
RADICAL
VAUDOIS

«Ce bilan démontre à quel point l'action des radicaux est à la fois constante et efficace. Tout le monde ne peut pas en dire autant!»

ciement de son directeur. En mettant fin à la guerre des chefs de la police, par le départ de son commandant. En lançant des projets de développement des énergies renouvelables - hydraulique, solaire, éolienne et biomasse.

Mais, surtout, en obtenant l'aval du Grand Conseil sur deux projets pourtant largement discutés: l'interdiction du port de la cagoule et d'objets dangereux dans les manifestations, et la réforme de la police. Dans ce dernier dossier, crucial pour notre sécurité, la conseillère d'Etat a obtenu l'aval des communes vaudoises comme de la commission du Grand Conseil chargée